

Le Proche-Orient sous mandats français et britannique

Philippe Conrad

Historien

Le démembrement pur et simple de l'Empire ottoman n'est pas à l'ordre du jour avant 1914, mais les grandes puissances européennes n'en surveillent pas moins de près la santé chancelante de « l'homme malade » et entendent bien – comme elles l'ont fait en Chine – se tailler des zones d'influence économique susceptibles de préparer, le moment venu, une présence politique plus directe. La Russie tsariste rêve de s'emparer des détroits, le Reich wilhelminien développe son influence par le biais des « Jeunes Turcs » formés dans ses académies militaires et à la faveur de la construction du chemin de fer de Bagdad. L'Angleterre surveille en priorité le golfe Persique, et le protectorat imposé au petit émirat de Koweït dès 1899 vise à assurer la sécurité de la route des Indes si les Allemands poussent jusqu'à Bassorah le tracé du Bagdadbahn. La France a d'importants intérêts économiques en Syrie – confirmés en avril 1914 par un accord franco-turc lui octroyant de nouvelles concessions ferroviaires et portuaires – et prétend par ailleurs faire valoir sur cette région des « droits historiques » remontant aux croisades, mais aussi aux capitulations conclues en 1740 avec le sultan et faisant de la « fille aînée de l'Église » la protectrice naturelle des Lieux saints et des communautés catholiques... C'est dans ce contexte que s'écrit une page décisive de l'histoire contemporaine, et l'historien Philippe Conrad nous la rappelle aujourd'hui.

Les nouveaux intérêts européens

Le statut d'égalité accordé aux différentes religions en 1856 par le souverain ottoman semble avoir rendu anachronique tout souci de défense des minorités religieuses mais, en 1860, Napoléon III a dépêché au Liban un corps expéditionnaire chargé de protéger la minorité chrétienne maronite, dangereusement menacée par les Druzes. Au début du XXe siècle, c'est une pénétration économique pacifique qui semble prévaloir, et les puissances s'accordent sur ce point. Alors que Disraeli prétendait encore que « la France n'avait en Syrie que des intérêts sentimentaux », Poincaré obtenait en 1912 la reconnaissance par le gouvernement de Londres « des intérêts traditionnels qu'elle entendait faire respecter », ce qu'admettait Berlin, à condition que les ambitions de Paris se limitent à la Syrie du Sud et laissent les mains libres aux Allemands sur le tracé du Bagdadbahn. Tout change avec le déclenchement, en 1914, de la guerre européenne qui voit la Turquie rallier, dès le mois d'octobre, le camp des empires centraux. Alors qu'Edward Grey, le responsable du Foreign Office, affirmait au mois de février précédent que « la Grande-Bretagne n'avait aucun intérêt en Syrie », la menace que les troupes ottomanes de Djemal Pacha font peser sur le canal de Suez au début de 1915 conduit le gouvernement de Londres à

considérer désormais que la sécurité du canal et de la route des Indes impose à l'Angleterre de contrôler les régions méditerranéennes du Proche-Orient arabe, ce qui va progressivement engendrer, avec « l'allié français », une « mésentente cordiale » lourde de conséquences pour l'ensemble de la région.

1916-1922 : des accords Sykes-Picot à l'attribution officielle des mandats par la SDN

Les Anglais tentent rapidement d'exploiter contre l'ennemi ottoman le nationalisme arabe et jouent dans ce but la carte de Hussein – chérif hachémite de La Mecque – à qui le résident général britannique au Caire, Henry Mac Mahon, promet la création, à l'issue de la guerre, d'un vaste royaume arabe allié à la Grande-Bretagne et englobant la péninsule Arabique, la Palestine, la Syrie et la Mésopotamie, c'est-à-dire tous les territoires arabes de l'Empire ottoman. En parallèle, le diplomate anglais Mark Sykes et son interlocuteur français François-Georges Picot signent à Londres le 19 mai 1916 les accords portant leur nom et préparant le partage du Proche-Orient arabe entre les deux puissances alliées : la France se voyait attribuer le Liban et la Syrie du Nord, l'Angleterre la Mésopotamie et la Syrie du Sud, alors que le sort de la Palestine, vouée à un hypothétique statut international, demeurait incertain. Une partie des territoires concernés serait administrée directement, l'arrière-pays devant constituer le « royaume arabe » promis à Hussein et à ses fils. Exploitant le nationalisme arabe pour battre en brèche les ambitions françaises, l'Angleterre va également jouer la carte sioniste en Palestine, territoire dont elle entend faire une « Belgique asiatique » utile à la protection du canal de Suez. Les Français ne sont pas en reste et, dès juin 1917, Jules Cambon, secrétaire général du Quai d'Orsay, prend position en faveur d'une présence juive en Palestine, cinq mois avant que l'Angleterre ne s'engage à son tour sur ce point avec la déclaration Balfour du 2 novembre suivant. À cette époque, F.-G. Picot espère obtenir la mise en place dans cette région d'un condominium franco-anglais, mais la part prépondérante prise par les Britanniques à l'effort de guerre en Orient limite les ambitions de Paris. Les forces françaises n'interviennent en effet que marginalement dans la « révolte arabe » conduite par Lawrence et l'émir Fayçal et dans l'offensive lancée depuis l'Égypte par l'armée du général Allenby.

La prise de Jérusalem en décembre 1917 et celle de Damas en octobre 1918 décident de la victoire de l'Entente au Proche-Orient évacué par les forces turques. Nommé haut-commissaire en Orient, F.-G. Picot est en réalité impuissant face à l'installation de fait du protectorat militaire britannique sur la région, et il faut attendre le 30 septembre 1918 pour qu'un accord soit conclu avec les Anglais à propos de la Syrie occupée. Le 30 octobre suivant, c'est sans en référer à leurs alliés que les Britanniques signent avec l'ennemi turc l'armistice de Moudros. Les Français ont débarqué tardivement, le 7 octobre, un petit corps expéditionnaire à Beyrouth, mais ils ne pèsent guère dans le rapport des forces, et la Grande-Bretagne peut alors se permettre d'exiger une révision des accords Sykes-Picot de 1916. Du 2 au 4 décembre 1918, Clémenceau négocie à Londres avec Lloyd George. Il abandonne tout projet de condominium sur la Palestine et renonce au vilayet de Mossoul, riche en pétrole, que les Anglais veulent rattacher à la Mésopotamie destinée à demeurer sous leur contrôle. En contrepartie, la France se voit reconnaître le contrôle de la Syrie et de la Cilicie et peut espérer le soutien de l'Angleterre sur la question rhénane.

La conférence de la Paix qui débute en janvier 1919 ne permettra pas de dégager des solutions durables pour le Proche-Orient dans la mesure où elle refuse de tenir compte des demandes de l'émir Fayçal, venu en France pour faire reconnaître la légitimité du royaume arabe promis à son père. Dès juillet 1919, la commission constituée à l'initiative du président Wilson, et dirigée par l'universitaire Henry Churchill King et l'homme d'affaires Charles Crane, pour évaluer les aspirations des populations arabes du Proche-Orient voit ses conclusions rapidement enterrées par les soins des gouvernements de Londres et de Paris ; elle recommandait en effet le maintien d'un Liban doté d'une certaine autonomie dans l'ensemble syrien et rejetait la prétention sioniste de construire en Palestine un État juif, inacceptable pour les Arabes, d'autant que le programme

sioniste présenté en février 1919 réclamait, outre la Palestine, la Transjordanie et le Sud-Liban.

Dès le 2 juillet 1919, un congrès national syrien dénonce les accords franco-anglais et la déclaration Balfour, mais Paris et Londres n'entendent pas renoncer à leurs projets et, en septembre, les accords conclus à Deauville organisent la relève des troupes britanniques par les forces françaises au Liban et en Cilicie. C'est donc à la tête d'un puissant corps expéditionnaire que le général Gouraud arrive à Beyrouth le 21 novembre, accompagné du diplomate Robert de Caix, investi des fonctions de secrétaire général du Levant. Le 7 mars 1920, un congrès national syrien proclame l'émir Fayçal roi d'une «Grande Syrie» incluant la Palestine et le Liban. Dix jours plus tard, la France proclame l'indépendance du Liban où elle compte s'appuyer sur les chrétiens maronites qui lui sont traditionnellement favorables. Le 25 avril, la conférence de San Remo confirme les accords franco-anglais de 1916 et de 1918. La France se voit attribuer l'exercice d'un mandat sur le Liban et la Syrie, alors que la Grande-Bretagne sera puissance mandataire en Palestine, en Transjordanie et en Irak. Dès le mois de juillet suivant, le général Gouraud, haut-commissaire en Syrie et commandant en chef des forces d'Orient, engage la lutte contre les troupes arabes de Fayçal. Celles-ci sont vaincues à Mayssaloun le 25 juillet, et la colonne du général Goybet peut s'emparer de Damas le lendemain. Les puissances mandataires rencontrent cependant de sérieuses difficultés. En Irak, les Anglais, qui s'étaient emparés de Bagdad en 1917 avant de pousser ensuite jusqu'à Mossoul et Kirkouk, doivent faire face, dans le sud chiite du pays, à de violentes révoltes qu'ils ne parviendront à briser qu'au bout de plusieurs mois. Pendant ce temps, les Français se heurtent aux forces turques kémalistes en Cilicie où ils avaient espéré constituer un refuge pour les populations arméniennes rescapées du « nettoyage ethnique » conduit par les Turcs, mais ils renoncent et négocient, dès le mois de mai 1920, un armistice qui leur permet de conserver le contrôle du sandjak d'Alexandrette (c'est-à-dire la région d'Antioche).

Appliquant le vieux principe selon lequel il faut «diviser pour régner», Gouraud décide le 1er septembre 1920, en s'appuyant sur la communauté chrétienne maronite, la création d'un « Grand Liban » : outre le pays chrétien traditionnel, il comprend toute la région de Beyrouth, la plaine de la Bekaa, Tripoli, Sidon et Tyr, mais son découpage territorial garantit une légère majorité à la population maronite – décision évidemment contestée par les musulmans sunnites attachés pour leur part à l'idée d'une « Grande Syrie » incluant naturellement la minorité chrétienne libanaise. De leur côté, les Britanniques organisent les territoires qui leur ont été confiés à San Remo à l'occasion de la conférence que réunit au Caire, en mars 1921, Winston Churchill, ministre des Colonies. On y décide qu'Abdallah – deuxième fils du chérif Hussein du Hedjaz, grand perdant de la guerre puisque l'Arabie est sur le point de tomber entre les mains de l'émir du Nedjd, le wahhabite Abd el Aziz ibn Saoud – sera fait émir de Transjordanie ; quand les Français ont occupé Damas et en ont chassé l'émir Fayçal, les forces arabes se sont repliées vers la Transjordanie alors dépourvue d'administration ; au début de 1921, Abdallah a rassemblé à Ma'an, au sud du pays, une force bédouine avec laquelle il compte marcher sur la Syrie. Pour éviter qu'un conflit avec les Français ne soulève tout l'Orient arabe contre les deux puissances mandataires, Churchill et ses conseillers, parmi lesquels le colonel Lawrence (comme ils étaient une quarantaine, il les a baptisés – Orient oblige – les « quarante voleurs ») décident de confier à Abdallah la Transjordanie érigée en État, séparé de la Palestine mais réuni aux territoires sous mandat britannique. La conférence décide également d'installer l'émir Fayçal sur le trône d'Irak, et celui-ci est effectivement proclamé roi à Bagdad le 2 août 1921, mais les Britanniques doivent briser une révolte kurde l'année suivante. L'attribution officielle des mandats par la SDN en juillet 1922, la conclusion de la convention franco-anglaise relative aux frontières mandataires en mai 1923 et la signature au mois de juillet suivant, avec la Turquie kémaliste, du traité de Lausanne – qui annule la mise en pièces du pays acceptée par le sultan lors du désastreux traité de Sèvres de 1920 – permettent d'aboutir à une relative stabilisation des frontières du Proche-Orient dont le dernier épisode est, en mars 1926 et au détriment de la Turquie, la reconnaissance du rattachement à l'Irak sous mandat anglais du vilayet pétrolier de Mossoul.

1922-1948 : du difficile exercice des mandats à leur résiliation

La conférence de la Paix avait prévu que les mandats de type A – ceux qui correspondaient à la situation des anciens territoires arabes de l'Empire ottoman – devaient permettre la préparation d'une indépendance rapide pour les pays concernés, mais les puissances mandataires s'efforcèrent de conserver le plus longtemps possible le contrôle de régions auxquelles elles attribuaient, pour des raisons diverses, une importance majeure. La production pétrolière irakienne intéresse en priorité les Anglais – l'or noir jaillit à Kirkouk en 1927, et l'oléoduc joignant le nord de l'Irak à Tripoli de Syrie (sous mandat français) et à Haïfa (en Palestine britannique) est mis en service en 1934 – et, en juin 1930, ils accordent à l'Irak une indépendance confirmée par l'entrée du nouvel État à la SDN en octobre 1932. Indépendance toute formelle, puisque des accords militaires prévoient le maintien pendant vingt-cinq ans de deux bases militaires britanniques à proximité de Bagdad et de Bassorah. Quand un coup d'État nationaliste éclatera en avril 1941, à l'initiative de Rachid Ali Gaylani, les Anglais interviendront militairement pour rétablir l'autorité du jeune roi Fayçal II et de son oncle, le régent Abdulillah. Au lendemain de la seconde guerre mondiale « l'homme fort » du pays, Nouri Saïd, leur sera acquis jusqu'au coup d'État nationaliste du 14 juillet 1958 qui donnera à l'Irak, devenu république, sa véritable indépendance nationale. Confié à Abdallah qui régnera jusqu'en 1951, l'émirat de Transjordanie s'agrandit en 1925 des districts de Maan et d'Akaba auxquels renonce Ali, troisième fils du chérif Hussein de La Mecque. Dotée d'une petite armée – la Légion arabe commandée par le major anglais John Bagot, plus connu sous le nom de Glubb Pacha – la Transjordanie participera à la seconde guerre mondiale aux côtés des Britanniques, contre les nationalistes irakiens au printemps de 1941 et contre les forces vichystes du Levant quelques semaines plus tard. Fort de ce soutien sans faille à la puissance mandataire, Abdallah réclamera à Londres la fin du mandat, et l'indépendance du pays sera acquise pour une bonne part en mai 1946, puis de manière plus complète en mars 1948, au moment où les Anglais s'apprêtent à mettre un terme à l'exercice de leur mandat sur la Palestine.

Contre les nationalistes arabes – le plus souvent issus de l'islam sunnite – les Français, qui ont séparé le Liban de la Syrie, tentent également de diviser celle-ci en opposant Damas et Alep, en favorisant les minorités alaouite et druze (mais le djebel Druze connaîtra une révolte importante de 1925 à 1927), et en accordant un statut particulier au sandjak d'Alexandrette – finalement abandonné à la Turquie en juin 1939, dans le cadre d'un accord que l'on a pu considérer comme un « Munich oriental ». L'économie syrienne connaît sous le mandat un développement incontestable ; Beyrouth est alors le premier port en même temps que la capitale financière et marchande du Proche-Orient, mais Paris conçoit les territoires sous mandat comme des protectorats et retarde l'évolution vers l'indépendance. Quand, en 1933, le haut-commissaire Henri Ponsot présente un projet en ce sens, il est immédiatement rappelé, et les accords conclus en 1936 – à l'époque du Front Populaire, à l'initiative du sous-secrétaire d'État Pierre Viénot – demeurent sans suite, faute d'être soumis par les gouvernements successifs à la ratification du Parlement. La lutte que se livrent les forces vichystes et les troupes anglo-gaullistes en juin-juillet 1941 fragilise la position française, et les promesses d'indépendance du général Catroux conduisent, en novembre 1943, à l'échec de la tentative de reprise en main de Jean Helleu, délégué général pour la France libre rappelé à Alger du fait des réactions nationalistes locales, vivement encouragées par les Anglo-Américains, bien décidés à en finir une fois pour toutes avec la présence française dans la région. En mai 1945, l'intervention des troupes françaises et les émeutes qu'elle engendre aboutissent au sanglant bombardement de Damas. Le calme est restauré, mais la France n'insiste pas et évacue la Syrie au cours de l'été suivant. Il en va de même au Liban en décembre 1946, alors que le pays – qui a conclu en 1943 le « pacte national » censé garantir la cohabitation entre chrétiens et musulmans – s'est proclamé indépendant depuis le 22 novembre 1943 et a adhéré à la charte des Nations unies en juin 1945.

En Palestine, les Anglais se sont rapidement trouvés confrontés à une situation des plus explosives. En 1921, les affrontements entre juifs et musulmans laissent prévoir que la constitution du foyer national juif promis en 1917 risque de s'avérer difficile. Les émeutes et les massacres de 1929, le renforcement des organisations armées sionistes (la Haganah et l'Irgoun) puis le déclenchement de l'insurrection arabe en 1936 conduisent finalement les Britanniques,

soucieux de maintenir leur contrôle du Proche-Orient arabe, à décider en 1939 la limitation de l'immigration juive en Palestine, ce qui dresse contre eux le mouvement sioniste alors que, à la faveur de la seconde guerre mondiale, Hadj Amin al Husseini, grand mufti de Jérusalem, prend parti, au nom des Arabes palestiniens, pour le camp de l'Axe. La fin du conflit voit se renforcer la pression sioniste et se multiplier les attentats – tels l'assassinat au Caire, en novembre 1944, de Lord Moyne, ministre d'État au Moyen-Orient, ou l'explosion de l'hôtel King David à Jérusalem en juillet 1946 –, ce qui entraîne l'Angleterre à solliciter l'arbitrage de la toute nouvelle Organisation des Nations Unies. Celle-ci réalise un plan de partage de la Palestine dont le camp arabe ne veut pas, et le gouvernement de Londres décide alors de mettre un terme à l'exercice du mandat le 15 mai 1948, laissant ainsi face à face juifs et Arabes.

Plus d'un demi-siècle après la fin des mandats français et anglais sur le Proche-Orient arabe, force est de constater qu'ils n'ont en rien favorisé une évolution pacifique et positive des territoires concernés, dans cette région hautement sensible qu'ils ont au contraire contribué à « balkaniser ».

Philippe Conrad

Février 2002

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



La décennie qui ébranla le Moyen-Orient 1914-1923
Nadine Picaudou
Éditions Complexe, 1982



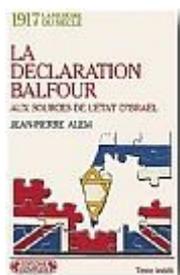
L'Irak des révoltes
Pierre Rossi
Seuil, Paris, 1962



Histoire du Liban
Jacques Nantet
Téqui, Paris, 1989



Syrian and Lebanon under French mandate
Stephen Hemsley Longrigg
Oxford University Press, 1958



La déclaration Balfour
Jean Pierre Alem
Complexe, Bruxelles, 1999



Syria and the French mandate. The politics of Arab nationalism
1920-1945
Philip Khoury
Princeton University Press, 1987



La formation historique du Liban politique et constitutionnel- Essai de
synthèse.
Edmond Rabbath
Publications de l'Université libanaise., Beyrouth, 1973

Ali et les quarante voleurs. Impérialismes et Moyen-Orient de 1914 à
nos jours
Jacques Thobie
Messidor, 1985



Le retour des exilés. La lutte pour la Palestine de 1869 à 1897
Henry Laurens
Bouquins-Laffont, Paris, 1998